



# Assemblée générale

Distr. générale  
31 janvier 2018  
Français  
Original : anglais

**Soixante-douzième session**  
Point 136 de l'ordre du jour  
**Budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019**

## **Actualisation du projet de restructuration de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans les régions**

### **Rapport du Secrétaire général\***

#### *Résumé*

Le présent rapport actualise les informations figurant dans le rapport sur le projet de restructuration de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans les régions ([A/71/218](#) et [A/71/218/Corr.1](#)), établi en application du paragraphe 84 de la résolution [70/247](#) de l'Assemblée générale. Il vise à faciliter l'examen en cours de cette question dans le cadre du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019 ainsi que la prise en compte des modifications apportées à la configuration et aux modalités prévues du processus de restructuration à la suite des consultations tenues avec les États Membres.

\* Le report de l'examen du document [A/71/218](#) et [A/71/218/Corr.1](#), aux termes de la décision 72/547 de l'Assemblée générale, a eu une incidence sur la date de soumission du présent rapport.



## I. Introduction

1. Dans son rapport du 27 juillet 2016 sur le projet de restructuration de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans les régions ([A/71/218](#) et [A/71/218/Corr.1](#)), le Secrétaire général a présenté une analyse détaillée de sa proposition de redéploiement de ressources au sein du HCDH, qui avait pour objectif de renforcer la présence du HCDH au niveau régional et de favoriser une plus grande régularité des services de coopération technique et de l'aide au renforcement des capacités fournis aux États Membres de toutes les régions, en réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution [70/247](#). L'examen de cette proposition, initialement prévu dans le cadre du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017, a été reporté à la soixante-douzième session.

2. Les redéploiements proposés ne devraient pas avoir d'incidence financière sur le budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019, mais des données actualisées devraient être fournies sur les éléments déterminant les implications en termes de ressources. Le présent rapport passe donc en revue de façon détaillée la proposition dans le contexte budgétaire de l'exercice 2018-2019, afin d'en faciliter l'examen par l'Assemblée générale.

3. Le présent rapport devrait ainsi être lu en parallèle avec le rapport initial du Secrétaire général, dont il met à jour les données, selon que de besoin, en indiquant les modifications apportées à la configuration et aux modalités prévues du processus de restructuration à la suite des consultations tenues depuis lors avec les États Membres.

## II. Optimiser l'emploi des ressources actuelles dans un souci d'efficacité et de rationalité

4. Comme indiqué dans le rapport précédent, la proposition de redéploiement de ressources vers les présences régionales est un élément clef de la vision globale du Haut-Commissaire tendant à plus d'efficacité et de rationalité dans l'accomplissement des tâches qui lui ont été confiées par la résolution [48/141](#) de l'Assemblée générale<sup>1</sup> et dans la mise en œuvre du programme 20 (Droits de l'homme) du plan-programme biennal.

5. Le projet de restructuration vise le redéploiement de capacités de coopération technique du siège du HCDH à Genève vers ses bureaux régionaux, afin de mieux répondre aux sollicitations de plus en plus nombreuses des États Membres, souhaitant bénéficier d'une aide et d'un soutien accrus pour s'acquitter de leurs engagements en matière de droits de l'homme. Il n'appelle aucun changement dans l'orientation des programmes, l'objectif étant d'optimiser les ressources et les capacités existantes du HCDH afin de lui permettre de mener ses activités de

---

<sup>1</sup> Au paragraphe 1 de sa résolution [48/141](#) du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé de créer le poste de Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et, aux paragraphes 4 j) et k), a indiqué qu'il incomberait à celui-ci de « rationaliser, adapter, renforcer et simplifier les mécanismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme afin d'en améliorer l'efficacité et la productivité » et « d'assurer la supervision d'ensemble du Centre des droits de l'homme », lequel a fusionné avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en 1997 (voir [ST/SGB/1997/10](#)).

coopération technique et d'assistance en matière de renforcement des capacités avec le maximum d'efficacité et de rationalité.

6. Le but ultime du projet reste d'assurer que le Haut-Commissaire, à la tête de son Bureau, s'acquitte de la manière la plus efficace possible de la mission que lui a confiée l'Assemblée générale, en tant que fonctionnaire des Nations Unies auquel incombe à titre principal, sous la direction et l'autorité du Secrétaire général, la responsabilité des activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

### **III. Des bureaux régionaux renforcés pour améliorer les services et l'aide fournis aux États Membres**

#### **A. Aperçu général**

7. À l'heure actuelle, le Haut-Commissariat administre 10 bureaux régionaux, à Addis-Abeba, Bangkok, Beyrouth, Bichkek, Bruxelles, Dakar, Panama, Pretoria, Santiago et Suva, ainsi que le Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale, situé à Yaoundé. Quatre de ces bureaux (Addis-Abeba, Beyrouth, Pretoria et Suva) sont entièrement financés par des ressources extrabudgétaires. L'un des objectifs de la proposition est de faire en sorte que tous les bureaux régionaux jouissent d'une égale reconnaissance et soient financés dans le cadre du budget-programme. À l'issue des consultations avec les États Membres, il a été également convenu que chacune de ces présences régionales devrait être maintenue et renforcée, afin de pouvoir assurer toutes les fonctions d'un bureau régional, sous la supervision directe du Directeur de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique du HCDH. Il est en outre proposé de créer une douzième présence régionale à Bridgetown, pour soutenir l'Amérique du Nord et les Caraïbes.

8. Avec des bureaux régionaux renforcés, le HCDH pourrait décentraliser les tâches essentielles à même d'être exécutées dans de meilleures conditions au niveau régional. Il serait ainsi plus proche des États Membres et des autres parties prenantes régionales et nationales, ce qui faciliterait l'accès à son aide et permettrait d'économiser des ressources, dont on pourrait ensuite tirer parti pour fournir de nouveaux services de coopération technique et services consultatifs. L'aptitude du HCDH à s'acquitter de sa mission serait améliorée et ses activités seraient mieux coordonnées avec celles des équipes de pays des Nations Unies et de leurs autres partenaires.

9. Les bureaux régionaux seraient ainsi chargés de fournir directement des services de coopération technique et de renforcement des capacités aux pays relevant de leurs zones géographiques, à la demande des États Membres et sur la base de conditions convenues au niveau bilatéral. Les présences du HCDH dans les pays rendraient compte au chef du bureau régional dont elles dépendent, lequel jouerait également un rôle de chef de file dans l'orientation et la planification stratégiques des activités dans la région. Les bureaux régionaux fourniraient, au besoin, un appui et des conseils techniques supplémentaires à toutes les présences dans les pays. Toutes les présences du HCDH sur le terrain, et les pays en faisant la demande, recevraient des conseils fonctionnels et techniques supplémentaires du Haut-Commissariat par l'intermédiaire de ses autres divisions et services, le cas échéant.

## B. Localisations et effectifs

10. Le projet initial (A/71/218 et A/71/218/Corr.1) prévoyait d'étoffer les bureaux régionaux dans huit emplacements, les autres bureaux régionaux existants ayant le statut de bureaux auxiliaires. Après un examen plus approfondi de la question, à la lumière de l'objectif général du projet de gagner en efficacité par une coopération plus étroite au niveau régional, il est apparu clairement qu'il serait plus efficace de maintenir et de renforcer tous les bureaux extérieurs actuels du Haut-Commissariat que de redéfinir les rôles et les rapports hiérarchiques de certains bureaux régionaux existants pour les subordonner à d'autres. Par conséquent, au lieu d'être axée sur le redéploiement de ressources vers huit bureaux régionaux renforcés, la restructuration viserait à répartir les ressources du siège entre tous les bureaux existants afin d'augmenter les capacités dans toutes les régions. Tout en maintenant inchangé le même nombre de postes par rapport à la situation actuelle, cette solution améliorerait l'effet escompté d'un rapprochement des capacités du HCDH en matière de coopération technique des principales parties prenantes locales, favorisant des relations plus directes et plus suivies avec les gouvernements recevant une assistance. Les compétences du HCDH seraient ainsi implantées au plus près des bénéficiaires, mais leur éventail thématique dans les différents bureaux régional serait sans doute pas aussi large, dans la mesure où les effectifs de chaque bureau régional seraient légèrement réduits – même si, bien évidemment, une collaboration étroite avec le siège à Genève ainsi qu'avec les homologues régionaux du HCDH garantirait que les services de conseil et l'appui nécessaires seraient fournis en tant que de besoin. Ainsi, aucune région n'aurait l'impression de perdre en capacités d'appui ; toutes, au contraire, seraient assurées de bénéficier d'un soutien accru au niveau local.

11. Selon la version actualisée de la proposition, les bureaux régionaux du Haut-Commissariat seraient les suivants :

- a) Addis-Abeba : Bureau régional pour l'Afrique de l'Est ;
- b) Bangkok : Bureau régional pour l'Asie ;
- c) Beyrouth : Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ;
- d) Bichkek : Bureau régional pour l'Asie centrale ;
- e) Bridgetown : Bureau régional pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes ;
- f) Bruxelles : Bureau régional pour l'Europe ;
- g) Dakar : Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest ;
- h) Panama : Bureau régional pour l'Amérique centrale ;
- i) Pretoria : Bureau régional pour l'Afrique australe ;
- j) Santiago : Bureau régional pour l'Amérique du Sud ;
- k) Suva : Bureau régional pour le Pacifique ;
- l) Yaoundé : Bureau régional pour l'Afrique centrale (intégrant le Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale).

12. Les effectifs de tous les bureaux régionaux seraient financés à la fois par le budget ordinaire, mettant en avant l'appui de l'Organisation à toutes les régions, et par des ressources extrabudgétaires. La répartition proposée des effectifs entre les

bureaux régionaux est déterminée en tenant compte de l'expérience de l'aide fournie aux pays de la région et d'une évaluation des besoins, fondée notamment sur des indicateurs supplémentifs de la charge de travail tels que le nombre d'États dans la région, le nombre de présences sur le terrain du HCDH dans la région, l'appui requis pour la mise en œuvre des obligations internationales en matière de droits de l'homme et les déficits estimés de capacités au niveau national (voir annexe I du présent rapport). Les bureaux seraient donc dirigés par des administrateurs de la classe D-1 ou P-5, correspondant au niveau de responsabilités, en termes d'encadrement, de gestion et de direction, qu'induisent le nombre plus élevé de fonctionnaires supervisés dans les bureaux régionaux et le contrôle exercé sur les autres présences du HCDH dans la région.

13. Les chefs de bureaux régionaux seraient les représentants désignés du Haut-Commissaire aux droits de l'homme dans la région et, à ce titre, dirigeraient l'élaboration de la vision et de l'orientation stratégique des activités du HCDH dans la région. Ils seraient chargés de maintenir et de développer des relations au plus haut niveau avec les États, qu'ils aideraient dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travail du HCDH. En outre, ils joueraient un rôle moteur dans la coopération avec les organisations régionales et les organismes des Nations Unies présents dans la région et assumeraient les fonctions de directeur régional du HCDH au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement, fournissant conseils et appui sur la question des normes en matière de droits de l'homme à respecter dans les initiatives de planification et de programmation communes, telles que le bilan commun de pays, le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et les stratégies régionales intégrées du système. En outre, ils superviseraient toutes les autres présences du HCDH dans la région, notamment les bureaux de pays et les conseillers pour les droits de l'homme.

14. Les bureaux régionaux seraient composés d'administrateurs (P-2 à P-5) recrutés sur le plan international, secondés par des administrateurs recrutés sur le plan national et des auxiliaires des services généraux.

#### **IV. Prévisions de dépenses détaillées**

15. La réaffectation de ressources entre Genève et le terrain, proposée par le Secrétaire général afin de consolider et de renforcer les présences régionales, est sans incidence financière. L'allocation actuelle de postes et de ressources correspondantes au titre du sous-programme 3 (Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège) du chapitre 24 permettrait de couvrir les modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs pour établir la dotation permanente de base de chaque bureau régional, comme le montre le tableau 1 ci-après. La restructuration proposée est sans incidence financière car le transfert de ressources, notamment de 21 postes, de Genève vers des lieux d'affectation régionaux moins coûteux compenserait entièrement les ajustements proposés des niveaux de certains postes pour renforcer comme il convient les entités présentes sur le terrain.

16. Tous les bureaux régionaux proposés seraient financés à l'aide du budget ordinaire et, comme c'est actuellement le cas, continueraient de recevoir des ressources extrabudgétaires couvrant le personnel, les frais de fonctionnement et les activités. Une réaffectation parallèle des ressources extrabudgétaires accompagnerait ainsi les modifications qu'il est proposé d'apporter au niveau du budget ordinaire, des postes supplémentaires et les ressources correspondantes étant

transférés du siège aux bureaux régionaux pour renforcer les équipes régionales. Les économies réalisées grâce à la baisse des coûts associés aux postes financés à l'aide de ressources extrabudgétaires ainsi qu'à la réduction des frais de voyage et des dépenses liées aux activités du siège seraient mises à profit pour accroître les effectifs locaux des bureaux régionaux et faire face à la légère hausse des frais de fonctionnement, y compris des dépenses non renouvelables à engager au cours de la première année. Les années suivantes, ces montants seraient alloués à des services supplémentaires de conseil et de coopération technique.

17. Pour assurer la dotation en effectifs de chacun des 12 bureaux régionaux (voir l'annexe II pour l'effectif total), il est à présent proposé d'apporter aux postes inscrits au budget ordinaire les changements ci-après :

- a) Transfert sur le terrain de 18 postes établis à Genève (2 D-1, 5 P-5, 6 P-4 et 5 P-3) ;
- b) Reclassement de 10 postes (5 P-5 à D-1, 1 P-4 à P-5 et 4 P-3 à P-4) ;
- c) Suppression de trois postes d'agent des services généraux (Autres classes) à Genève ;
- d) Création de trois postes D-1 pour les bureaux régionaux ;
- e) Transfert de postes P-2 et de postes d'agent des services généraux (Autres classes) dans les groupes chargés des secteurs géographiques à Genève afin de garantir que le siège soit en mesure de fournir à chaque région un appui comparable.

18. Ces changements concernant les postes inscrits au budget ordinaire doivent s'accompagner du transfert, de Genève au terrain, de 15 postes financés au moyen de ressources extrabudgétaires, avec plusieurs reclassements, afin de renforcer, autant que possible, les présences sur le terrain dans la limite des ressources disponibles. Les transferts et reclassements de postes proposés permettraient d'augmenter la taille de tous les bureaux régionaux, en mettant davantage de personnel et de ressources au service des États Membres pour répondre à leurs demandes de coopération technique et d'aide au renforcement des capacités. Les changements envisagés pour les postes inscrits au budget ordinaire sont résumés dans le tableau I ci-après. La répartition proposée des postes dans les bureaux régionaux, tant au titre du budget ordinaire que pour ce qui concerne les ressources extrabudgétaires, est décrite en détail à l'annexe II du présent rapport.

Tableau 1  
**Récapitulatif des changements proposés concernant les postes inscrits au budget ordinaire**

	<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>G(AC)</i>		<i>Total</i>		<i>Variation nette</i>
	<i>Nombre actuel</i>	<i>Nombre proposé</i>													
<b>Genève</b>															
Service de l'Afrique	–	–	2	–	4	1	3	2	1	2	2	2	12	7	(5)
Service des Amériques, de l'Europe et de l'Asie centrale	1	–	1	–	3	1	4	2	1	2	4	2	14	7	(7)
Service de l'Asie, du Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord	1	–	2	–	2	1	5	3	3	1	3	2	16	7	(9)
<b>Total, Genève</b>	<b>2</b>	<b>–</b>	<b>5</b>	<b>–</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>42</b>	<b>21</b>	<b>(21)</b>
<b>Bureaux régionaux (y compris les bureaux sous-régionaux)</b>															
Afrique de l'Est (Addis-Abeba)	–	1	–	1	–	1	1	1	–	–	–	–	1	4	3
Asie (Bangkok)	–	1	1	1	1	1	2	2	–	–	–	–	4	5	1
Moyen-Orient et Afrique du Nord (Beyrouth)	–	1	–	1	–	2	1	1	–	–	–	–	1	5	4
Asie centrale (Bichkek)	–	–	1	1	1	1	2	2	–	–	–	–	4	4	–
Amérique du Nord et Caraïbes (Bridgetown)	–	1	–	–	–	1	–	2	–	–	–	–	–	4	4
Europe (Bruxelles)	–	1	1	1	1	2	1	–	–	–	–	–	3	4	1
Afrique de l'Ouest (Dakar)	–	1	1	1	1	1	2	2	–	–	–	–	4	5	1
Amérique centrale (Panama)	–	1	1	–	1	1	2	2	–	–	–	–	4	4	–
Afrique australe (Pretoria)	–	1	–	–	–	2	1	1	–	–	–	–	1	4	3
Amérique du Sud (Santiago)	–	1	1	–	1	1	2	2	–	–	–	–	4	4	–
Pacifique (Suva)	–	–	–	1	–	2	1	1	–	–	–	–	1	4	3
Afrique centrale (Yaoundé)	–	1	1	1	1	1	3	3	–	–	–	–	5	6	1
<b>Total, bureaux régionaux</b>	<b>–</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>32</b>	<b>53</b>	<b>21</b>

19. Le tableau 2 compare la répartition actuelle et la répartition future envisagée des ressources au titre du sous-programme 3 – budget ordinaire et financements extrabudgétaires – au siège du Haut-Commissariat à Genève et dans les bureaux régionaux existants. La réaffectation proposée de ressources de Genève aux bureaux régionaux vise principalement le transfert de postes et de fonds pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) ainsi que de certaines ressources du siège allouées aux voyages et aux activités qui seront à l’avenir organisées au niveau régional et non au siège. Des ressources sont également réaffectées pour accroître les effectifs et les activités consacrés au niveau local à la coopération technique, y compris le renforcement des capacités, et pour couvrir les frais de fonctionnement revus à la hausse compte tenu de l’élargissement des présences régionales. La réaffectation reste dans les limites des ressources existantes, l’augmentation des dépenses à engager sur le terrain étant compensée par la réduction des moyens attribués à Genève. La première année, un solde net de 601 500 dollars imputés sur les ressources extrabudgétaires sera utilisé, comme indiqué plus haut, pour les premières dépenses non renouvelables ; les années suivantes, ce montant pourra être affecté à de nouvelles activités de coopération technique.

20. La synthèse des changements proposés en 2018 pour les objets de dépense autres que les postes, au titre du budget ordinaire, s’établit comme suit :

- a) Réduction de 234 700 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) à Genève et augmentation de 109 200 dollars sur le terrain pour renforcer les effectifs locaux ;
- b) Réduction de 46 900 dollars au titre des voyages du personnel de Genève, du fait que certaines activités seront menées au niveau régional ;
- c) Réduction de 25 900 dollars au titre des consultants à Genève ;
- d) Augmentation de 51 900 dollars au titre des frais de fonctionnement pour appuyer le nouveau bureau régional de Bridgetown.

Tableau 2  
**Incidences financières de la restructuration régionale proposée (pro forma)**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant actuel</i>			<i>Montant proposé</i>			<i>BO Variation</i>	<i>RxB Variation</i>
	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>		
<b>Genève<sup>a</sup></b>								
Postes	6 648 900	5 480 339	12 129 239	2 933 900	2 676 609	5 610 509	(3 715 000) <sup>b</sup>	(2 803 730)
Autres dépenses de personnel	301 800	248 764	550 564	42 000	81 360	123 360	(259 800)	(167 404)
Voyages	77 400	781 659	859 059	30 500	121 475	151 975	(46 900)	(660 184)
Subventions et contributions <sup>d</sup>	–	288 700	288 700	–	–	–	–	(288 700)
Frais de fonctionnement	–	126 401	126 401	–	20 340	20 340	–	(106 061)
<b>Total, Genève</b>	<b>7 028 100</b>	<b>6 925 864</b>	<b>13 953 964</b>	<b>3 006 400</b>	<b>2 899 784</b>	<b>5 906 184</b>	<b>(4 021 700)</b>	<b>(4 026 080)</b>
<b>Régions<sup>b, c</sup></b>								
Postes	5 002 100	3 600 354	8 602 454	8 862 700	5 848 126	14 710 826	3 860 600	2 247 772
Autres dépenses de personnel	1 121 500	1 184 654	2 306 154	1 230 700	1 747 557	2 978 257	109 200	562 903
Voyages	96 300	1 149 135	1 245 435	96 300	1 350 035	1 446 335	–	200 900
Subventions et contributions <sup>d</sup>	273 200	2 164 930	2 438 130	273 200	2 164 930	2 438 130	–	–
Frais de fonctionnement	818 000	1 838 761	2 656 761	869 900	2 251 693	3 121 593	51 900	412 932
<b>Total, régions</b>	<b>7 311 100</b>	<b>9 937 834</b>	<b>17 248 934</b>	<b>11 332 800</b>	<b>13 362 341</b>	<b>24 695 141</b>	<b>4 021 700</b>	<b>3 424 508</b>
<b>Variation nette</b>							–	<b>(601 572)</b>
<b>Économies nettes sur les ressources extrabudgétaires (à utiliser pour les dépenses non renouvelables)</b>								<b>601 500</b>

*Abréviations* : BO = budget ordinaire ; RxB = ressources extrabudgétaires.

<sup>a</sup> Y compris les ressources prévues pour le Service de l'Afrique, le Service des Amériques, de l'Europe et de l'Asie centrale et le Service de l'Asie, du Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

<sup>b</sup> Les bureaux régionaux sont ceux dont la liste est dressée dans le tableau 1 ; ils ne comprennent pas les bureaux de pays ni le centre de formation et de documentation de Doha.

<sup>c</sup> On trouvera une ventilation des coûts par bureau régional, y compris les dépenses non renouvelables, dans les tableaux de l'annexe III.

<sup>d</sup> Dont les dépenses à engager pour les séminaires et stages de formation associés aux activités de renforcement des capacités.

21. L'Assemblée générale ayant décidé, dans sa résolution 70/247, d'appliquer un taux de vacance de 50 % aux nouveaux postes, la mise en œuvre de cette mesure pour les nouveaux postes proposés se traduirait par une réduction nette des ressources à hauteur de 558 000 dollars durant l'exercice biennal 2018-2019, dont l'incidence retardée serait reflétée dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2020. L'incidence nette de la proposition serait une réduction des crédits ouverts au chapitre 24 au titre des postes d'un montant de 147 800 dollars au cours de l'exercice biennal 2018-2019.

22. Étant donné que les frais de fonctionnement sont actuellement couverts pour l'essentiel par des ressources extrabudgétaires, il a été prévu que la plupart des frais de fonctionnement supplémentaires non renouvelables et récurrents continueraient d'être imputés sur cette source de financement. Les dépenses non renouvelables découlant du transfert de ressources proposé comprennent la réinstallation des membres du personnel et les coûts relatifs à l'équipement des nouveaux locaux à usage de bureaux ou de ceux qui seraient agrandis. Comme les coûts liés à la réinstallation ou au recrutement sont imputés sur le poste correspondant, ils concerneront à la fois les postes inscrits au budget ordinaire et les postes financés à l'aide de ressources extrabudgétaires. Pour les postes inscrits au budget ordinaire, on applique les coûts salariaux standard approuvés, qui incluent déjà les dépenses communes de personnel, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'engager de nouvelles dépenses non renouvelables. Toutefois, les plans de dépenses extrabudgétaires étant formulés sur la base des coûts effectifs historiques et estimatifs, il faudrait prendre en compte les frais de réinstallation en tant qu'élément distinct.

23. Les tableaux qui figurent à l'annexe III détaillent, pour chaque bureau régional, la répartition actuelle des ressources – budget ordinaire et financements extrabudgétaires – et la manière dont il est proposé de les répartir à l'avenir, comme indiqué de façon synthétique dans le tableau 2 ci-dessus. Dans la mesure où la plupart des bureaux régionaux sont déjà en place, les coûts associés à leur renforcement consisteront principalement en une augmentation des frais de fonctionnement permanents, y compris les communications et les services communs d'appui, en raison de l'accroissement du nombre de fonctionnaires. Les estimations annuelles des frais de fonctionnement reflètent donc les fonds à allouer pour faire face à ces hausses. Dans la plupart des lieux d'affectation, les locaux existants ou prévus seront suffisants pour accueillir des effectifs devenus plus nombreux. Pour la nouvelle présence à créer à Bridgetown, la répartition proposée des objets de dépense autres que les postes pour l'aménagement des locaux fait fond sur l'expérience récente, alors que la répartition des frais de fonctionnement vise à couvrir le loyer et les dépenses connexes. Les coûts d'acquisition de mobilier et de matériel pour le personnel supplémentaire de tous les lieux d'affectation sont pris en compte au titre des dépenses initiales non renouvelables (2 500 dollars par personne). On estime donc à 601 500 dollars le montant des dépenses initiales non renouvelables à engager pour les bureaux régionaux proposés, cette somme étant imputée sur les économies réalisées au niveau des ressources extrabudgétaires, ainsi qu'indiqué à l'annexe III. Les annexes IV et V présentent le détail des coûts associés aux changements proposés respectivement dans les postes inscrits au budget ordinaire et dans ceux financés par des ressources extrabudgétaires.

24. Outre l'augmentation du nombre de fonctionnaires dans chaque bureau régional, les ressources utilisées pour couvrir les dépenses non renouvelables (601 500 dollars) de la première année pourront, les années suivantes, être mises à profit pour réaliser des activités, rehaussant par là considérablement le montant des

ressources opérationnelles mises à la disposition des bureaux régionaux. Il s'agit du principal avantage que les partenaires du Haut-Commissariat tireront des réaffectations proposées : une utilisation plus rationnelle des ressources existantes ira dans le sens d'une action plus efficace.

25. Il convient de noter que l'allocation de ressources aux bureaux régionaux pour les activités à mener ne comprend pas les ressources destinées aux activités de coopération technique, qui sont allouées au titre du chapitre 23 (Programme ordinaire de coopération technique) du budget-programme (environ 2 millions de dollars par an) ou du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance financière et technique à la mise en œuvre de l'Examen périodique universel (environ 1 million de dollars par an). L'allocation de ces ressources pour la réalisation d'activités dans le monde entier, soit par les bureaux régionaux soit sous leur supervision, accroît encore les moyens dont le Haut-Commissariat dispose pour répondre aussi largement que possible aux demandes d'assistance formulées par les États Membres dans toutes les régions.

## **V. Conclusions et décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre**

26. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme propose de réaffecter des ressources du siège à Genève afin de consolider et de renforcer la présence du HCDH dans les régions, en se fondant sur les résultats d'un examen fonctionnel exhaustif qu'il a mené pour déterminer la manière la plus efficiente et efficace de s'acquitter de son mandat. Cette proposition constitue un progrès important vers le renforcement de la capacité du Haut-Commissariat de collaborer avec les États Membres et de les soutenir, dans la limite des ressources existantes.

27. L'Assemblée générale est donc priée d'approuver les changements ci-après, qui sont sans incidence financière, au titre du sous-programme 3 (Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège) du chapitre 24 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 :

- a) Transfert sur le terrain de 18 postes établis à Genève (2 D-1, 5 P-5, 6 P-4 et 5 P-3) ;
- b) Reclassement de 10 postes (5 P-5 à D-1, 1 P-4 à P-5 et 4 P-3 à P-4) ;
- c) Suppression de trois postes d'agent des services généraux (Autres classes) à Genève ;
- d) Création de trois postes D-1 pour les bureaux régionaux ;
- e) Transfert de postes P-2 et de postes d'agent des services généraux (Autres classes) dans les groupes chargés des secteurs géographiques à Genève afin de garantir que le siège soit en mesure de fournir à chaque région un appui comparable ;
- f) Transfert de ressources requises à des fins autres que le financement des postes, de Genève au terrain.

28. L'adoption de la proposition se traduira par une réduction des crédits ouverts au titre des postes à hauteur de 147 800 dollars durant l'exercice

biennal 2018-2019, dont l'incidence retardée sera reflétée dans le projet de budget-programme pour 2020.

29. L'Assemblée générale est également priée d'approuver la réduction correspondante de 33 000 dollars des crédits ouverts au chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019, qui sera compensée par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel). L'incidence retardée de cette mesure sera reflétée dans le projet de budget-programme pour 2020.

## Annexe I

## Indicateurs supplémentifs de la charge de travail potentielle de chaque

Bureau régional	Nombre de pays (1)	Nombre de pays bénéficiant actuellement d'un appui sur le terrain (2) <sup>a</sup>	Nombre de pays directement appuyés par un bureau régional (3 = 1 - 2)	Charge de travail potentielle comparée s'agissant de concourir au respect des obligations en matière de droits de l'homme			Déficits éventuels de capacités au niveau national	
				Nombre de recommandations du deuxième cycle de l'examen périodique universel acceptées par les pays de la région	Nombre de traités ratifiés par les pays de la région	Pourcentage de pays titulaires d'une invitation permanente au titre des procédures spéciales	Pourcentage de pays présentant un faible indice de développement humain <sup>b</sup>	Pourcentage de pays non dotés d'une institution nationale des droits de l'homme (A) <sup>c</sup>
Afrique de l'Est (Addis-Abeba)	9	5	4	1 170	84	22	78	56
Asie (Bangkok)	24	6	18	3 101	231	33	4	63
Moyen-Orient et Afrique du Nord (Beyrouth)	17	7	10	2 079	160	47	18	76
Asie centrale (Bichkek)	5	0	5	770	60	20	0	100
Amérique du Nord et Caraïbes (Bridgetown)	16	3	13	1 451	131	18	6	88
Europe (Bruxelles)	48	9	40	5 591	684	96	0	54
Afrique de l'Ouest (Dakar)	15	5	10	2 022	192	53	80	73
Amérique centrale (Panama)	9	3	6	1 364	128	78	0	33
Afrique australe (Pretoria)	13	2	11	992	144	54	54	62
Amérique du Sud (Santiago)	10	3	7	1 393	164	80	0	30
Pacifique (Suva)	14	1	13	1 184	86	86	14	79
Afrique centrale (Yaoundé)	10	4	6	1 505	114	30	40	80

<sup>a</sup> Le HCDH assure une présence au niveau national par l'intermédiaire des bureaux de pays, des composantes droits de l'homme des missions de maintien de la paix et des conseillers pour les droits de l'homme déployés dans les équipes de pays des Nations Unies, ainsi que du Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, à Doha, créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 60/153.

<sup>b</sup> Rapport mondial sur le développement humain 2016.

<sup>c</sup> Statut accordé par l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'homme.

## Annexe II

## Répartition proposée des postes pour chaque bureau régional

<i>Bureau régional</i>	<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>Total partiel</i>		<i>Total</i>
	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>BO</i>	<i>RxB</i>									
Afrique de l'Est (Addis-Abeba)	1	–	1	–	1	2	1	3	–	–	4	5	9
Asie (Bangkok)	1	–	1	1	1	1	2	2	–	1	5	5	10
Moyen-Orient et Afrique du Nord (Beyrouth)	1	–	1	1	2	1	1	3	–	–	5	5	10
Asie centrale (Bichkek)	–	–	1	–	1	–	2	1	–	–	4	1	5
Amérique du Nord et Caraïbes anglophones (Bridgetown)	1	–	–	–	1	1	2	1	–	1	4	3	7
Europe occidentale et Europe du Nord (Bruxelles)	1	–	1	–	2	–	–	2	–	1	4	3	7
Afrique de l'Ouest (Dakar)	1	–	1	–	1	1	2	2	–	–	5	3	8
Amérique centrale (Panama)	1	–	–	1	1	1	2	1	–	–	4	3	7
Afrique australe (Pretoria)	1	–	–	1	2	–	1	1	–	–	4	2	6
Amérique du Sud (Santiago)	1	–	–	1	1	1	2	1	–	–	4	3	7
Pacifique (Suva)	–	–	1	–	2	1	1	2	–	–	4	3	7
Afrique centrale (Yaoundé) <sup>a</sup>	1	–	1	–	1	1	3	–	–	–	6	1	7
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>–</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>–</b>	<b>3</b>	<b>53</b>	<b>37</b>	<b>90</b>

*Abbreviations* : BO = budget ordinaire ; RxB = ressources extrabudgétaires.

<sup>a</sup> Y compris 5 postes inscrits au budget ordinaire (1 P-5, 1 P-4 et 3 P-3) créés par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/78 pour le Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale.

**Annexe III****Transfert proposé de ressources aux bureaux régionaux (*pro forma*)**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Montant actuel</i>			<i>Montant proposé</i>			<i>Écart total</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>
	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>		
<b>Addis-Abeba</b>								
Postes	140 600	682 948	823 548	728 400	772 722	1 501 122	677 574	27 000
Autres dépenses de personnel	–	172 592	172 592	12 000	172 592	184 592	12 000	–
Voyages	–	128 794	128 794	–	148 794	148 794	20 000	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	–	169 075	169 075	–	179 075	179 075	10 000	–
Frais de fonctionnement	–	172 415	172 415	–	186 415	186 415	14 000	10 000
<b>Total, Addis-Abeba</b>	<b>140 600</b>	<b>1 325 824</b>	<b>1 466 424</b>	<b>740 400</b>	<b>1 459 598</b>	<b>2 199 998</b>	<b>733 574</b>	<b>37 000</b>
<b>Bangkok</b>								
Postes	575 500	459 718	1 035 218	770 600	770 995	1 541 595	506 377	54 000
Autres dépenses de personnel	211 500	35 497	246 997	211 500	117 123	328 623	81 626	–
Voyages	15 500	210 096	225 596	15 500	230 095	245 595	20 000	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	10 000	198 979	208 979	10 000	208 979	218 979	10 000	–
Frais de fonctionnement	79 500	80 795	160 295	79 500	120 995	200 495	40 200	7 500
<b>Total, Bangkok</b>	<b>892 000</b>	<b>985 085</b>	<b>1 877 085</b>	<b>1 087 100</b>	<b>1 448 187</b>	<b>2 535 287</b>	<b>658 203</b>	<b>61 500</b>
<b>Beyrouth</b>								
Postes	135 800	1 232 799	1 368 599	854 700	863 920	1 718 620	350 021	–
Autres dépenses de personnel	–	288 760	288 760	12 000	288 760	300 760	12 000	–
Voyages	–	206 717	206 717	–	206 717	206 717	–	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	–	144 814	144 814	–	161 814	161 814	17 000	–
Frais de fonctionnement	–	518 060	518 060	–	528 060	528 060	10 000	5 000
<b>Total, Beyrouth</b>	<b>135 800</b>	<b>2 391 150</b>	<b>2 526 950</b>	<b>866 700</b>	<b>2 049 271</b>	<b>2 915 971</b>	<b>389 021</b>	<b>5 000</b>
<b>Bichkek</b>								
Postes	575 500	–	575 500	575 500	132 366	707 866	132 366	27 000
Autres dépenses de personnel	92 400	157 149	249 549	92 400	157 149	249 549	–	–
Voyages	13 200	78 906	92 106	13 200	78 906	92 106	–	–

	<i>Montant actuel</i>			<i>Montant proposé</i>			<i>Écart total</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>
	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>		
Subventions et contributions <sup>a</sup>	39 200	232 826	272 026	39 200	232 826	272 026	–	–
Frais de fonctionnement	85 600	110 842	196 442	85 600	130 486	216 086	19 644	2 500
<b>Total, Bichkek</b>	<b>805 900</b>	<b>579 723</b>	<b>1 385 623</b>	<b>805 900</b>	<b>731 733</b>	<b>1 537 633</b>	<b>152 010</b>	<b>29 500</b>
<b>Bridgetown</b>								
Postes	–	–	–	572 900	474 886	1 047 786	1 047 786	81 000
Autres dépenses de personnel	–	–	–	61 200	155 575	216 775	216 775	–
Voyages	–	–	–	–	88 000	88 000	88 000	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	–	–	–	–	114 400	114 400	114 400	–
Frais de fonctionnement	–	–	–	51 900	127 200	179 100	179 100	67 500
<b>Total, Bridgetown</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>686 000</b>	<b>960 061</b>	<b>1 646 061</b>	<b>1 646 061</b>	<b>148 500</b>
<b>Bruxelles</b>								
Postes	539 500	149 793	689 293	805 200	416 860	1 222 060	532 767	27 000
Autres dépenses de personnel	308 000	–	308 000	308 000	143 510	451 510	143 510	–
Voyages	5 500	70 060	75 560	5 500	85 060	90 560	15 000	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	10 000	123 057	133 057	10 000	133 057	143 057	10 000	–
Frais de fonctionnement	208 800	291 217	500 017	208 800	361 217	570 017	70 000	7 500
<b>Total, Bruxelles</b>	<b>1 071 800</b>	<b>634 127</b>	<b>1 705 927</b>	<b>1 337 500</b>	<b>1 139 704</b>	<b>2 477 204</b>	<b>771 277</b>	<b>34 500</b>
<b>Dakar</b>								
Postes	647 200	–	647 200	869 000	466 137	1 335 137	687 937	81 000
Autres dépenses de personnel	121 000	98 667	219 667	121 000	98 667	219 667	–	–
Voyages	13 200	73 276	86 476	13 200	88 276	101 476	15 000	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	40 100	754 798	794 898	40 100	592 798	632 898	(162 000)	–
Frais de fonctionnement	63 200	142 111	205 311	63 200	164 111	227 311	22 000	10 000
<b>Total, Dakar</b>	<b>884 700</b>	<b>1 068 852</b>	<b>1 953 552</b>	<b>1 106 500</b>	<b>1 409 989</b>	<b>2 516 490</b>	<b>562 937</b>	<b>91 000</b>
<b>Panama</b>								
Postes	557 700	170 549	728 249	572 900	511 663	1 084 563	356 314	27 000
Autres dépenses de personnel	155 400	46 036	201 436	155 400	106 927	262 327	60 891	–
Voyages	13 200	41 054	54 254	13 200	48 054	61 254	7 000	–

	<i>Montant actuel</i>			<i>Montant proposé</i>			<i>Écart total</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>
	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>		
Subventions et contributions <sup>a</sup>	28 400	39 297	67 697	28 400	69 297	97 697	30 000	–
Frais de fonctionnement	106 900	200 869	307 769	106 900	262 423	369 323	61 554	5 000
<b>Total, Panama</b>	<b>861 600</b>	<b>497 805</b>	<b>1 359 405</b>	<b>876 800</b>	<b>998 364</b>	<b>1 875 164</b>	<b>515 759</b>	<b>32 000</b>
<b>Pretoria</b>								
Postes	140 600	399 880	540 480	702 400	319 771	1 022 171	481 691	27 000
Autres dépenses de personnel	–	104 698	104 698	12 000	104 698	116 698	12 000	–
Voyages	–	41 599	41 599	–	51 599	51 599	10 000	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	–	70 800	70 800	–	91 400	91 400	20 600	–
Frais de fonctionnement	–	138 215	138 215	–	146 215	146 215	8 000	7 500
<b>Total, Pretoria</b>	<b>140 600</b>	<b>755 192</b>	<b>895 792</b>	<b>714 400</b>	<b>713 683</b>	<b>1 428 083</b>	<b>532 291</b>	<b>34 500</b>
<b>Santiago</b>								
Postes	557 700	139 182	696 882	572 900	495 932	1 068 832	371 950	27 000
Autres dépenses de personnel	219 200	53 750	272 950	219 200	152 002	371 202	98 252	–
Voyages	10 800	122 672	133 472	10 800	122 672	133 472	–	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	7 700	283 955	291 655	7 700	213 955	221 655	(70 000)	–
Frais de fonctionnement	117 300	19 372	136 672	117 300	46 706	164 006	27 334	5 000
<b>Total, Santiago</b>	<b>912 700</b>	<b>618 931</b>	<b>1 531 631</b>	<b>927 900</b>	<b>1 031 267</b>	<b>1 959 167</b>	<b>427 536</b>	<b>32 000</b>
<b>Suva</b>								
Postes	121 800	365 485	487 285	606 200	454 533	1 060 733	573 448	54 000
Autres dépenses de personnel	–	132 576	132 576	12 000	155 624	167 624	35 048	–
Voyages	–	136 414	136 414	–	152 314	152 314	15 900	–
Subventions et contributions <sup>a</sup>	–	94 709	94 709	–	114 709	114 709	20 000	–
Frais de fonctionnement	–	94 136	94 136	–	102 136	102 136	8 000	10 000
<b>Total, Suva</b>	<b>121 800</b>	<b>823 320</b>	<b>945 119</b>	<b>618 200</b>	<b>979 316</b>	<b>1 597 516</b>	<b>652 396</b>	<b>64 000</b>
<b>Yaoundé</b>								
Postes	1 010 200	–	1 010 200	1 232 000	168 342	1 400 342	390 142	27 000
Autres dépenses de personnel	14 000	94 929	108 929	14 000	94 929	108 929	–	–
Voyages	24 900	39 550	64 450	24 900	49 550	74 450	10 000	–

	<i>Montant actuel</i>			<i>Montant proposé</i>			<i>Écart total</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>
	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>	<i>BO</i>	<i>RxB</i>	<i>Total</i>		
Subventions et contributions <sup>a</sup>	137 800	52 618	190 418	137 800	52 618	190 418	–	–
Frais de fonctionnement	156 700	70 730	227 430	156 700	75 730	232 430	5 000	5 000
<b>Total, Yaoundé</b>	<b>1 343 600</b>	<b>257 827</b>	<b>1 601 427</b>	<b>1 565 400</b>	<b>441 169</b>	<b>2 006 569</b>	<b>405 142</b>	<b>32 000</b>
<b>Total des dépenses non renouvelables</b>								<b>601 500</b>

*Abréviations* : BO = budget ordinaire ; RxB = ressources extrabudgétaires.

<sup>a</sup> Dont les dépenses à engager pour les séminaires et stages de formation associés aux activités de renforcement des capacités.

## Annexe IV

## Calculs détaillés des coûts associés aux changements proposés concernant les postes inscrits au budget ordinaire

(Coûts en dollars des États-Unis)

	<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>G(AC)</i>		<i>Total des coûts</i>
	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	
<b>Genève</b>													
Effectif actuel													
Service de l'Afrique	–	–	2	420 400	4	721 600	3	446 700	1	122 600	2	245 800	1 957 100
Service des Amériques, de l'Europe et de l'Asie centrale	1	234 200	1	210 200	3	541 200	4	595 600	1	122 600	3	368 700	2 072 500
Service de l'Asie, du Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord	1	234 200	2	420 400	2	360 800	5	744 500	3	367 800	4	491 600	2 619 300
<b>Total, effectif actuel</b>	<b>2</b>	<b>468 400</b>	<b>5</b>	<b>1 051 000</b>	<b>9</b>	<b>1 623 600</b>	<b>12</b>	<b>1 786 800</b>	<b>5</b>	<b>613 000</b>	<b>9</b>	<b>1 106 100</b>	<b>6 648 900</b>
Effectif proposé	–	–	–	–	3	541 200	7	1 042 300	5	613 000	6	737 400	2 933 900
<b>Écart</b>	<b>(2)</b>	<b>(468 400)</b>	<b>(5)</b>	<b>(1 051 000)</b>	<b>(6)</b>	<b>(1 082 400)</b>	<b>(5)</b>	<b>(744 500)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(3)</b>	<b>(368 700)</b>	<b>(3 715 000)</b>
<b>Addis-Abeba</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	1	140 600	–	–	–	–	140 600
Effectif proposé	1	221 800	1	196 000	1	170 000	1	140 600	–	–	–	–	728 400
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>221 800</b>	<b>1</b>	<b>196 000</b>	<b>1</b>	<b>170 000</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>587 800</b>
<b>Bangkok</b>													
Effectif actuel	–	–	1	179 400	1	152 500	2	243 600	–	–	–	–	575 500
Effectif proposé	1	195 100	1	179 400	1	152 500	2	243 600	–	–	–	–	770 600
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>195 100</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>195 100</b>
<b>Beyrouth</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	1	135 800	–	–	–	–	135 800
Effectif proposé	1	214 000	1	185 100	2	319 800	1	135 800	–	–	–	–	854 700
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>214 000</b>	<b>1</b>	<b>185 100</b>	<b>2</b>	<b>319 800</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>718 900</b>

	<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>G(AC)</i>		<i>Total des coûts</i>
	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	
<b>Bichkek</b>													
Effectif actuel	–	–	1	179 400	1	152 500	2	243 600	–	–	–	–	575 500
Effectif proposé	–	–	1	179 400	1	152 500	2	243 600	–	–	–	–	575 500
<b>Écart</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Bridgetown</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé	1	188 100	–	–	1	142 800	2	242 000	–	–	–	–	572 900
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>188 100</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>142 800</b>	<b>2</b>	<b>242 000</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>572 900</b>
<b>Bruxelles</b>													
Effectif actuel	–	–	1	210 200	1	180 400	1	148 900	–	–	–	–	539 500
Effectif proposé	1	234 200	1	210 200	2	360 800	–	–	–	–	–	–	805 200
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>234 200</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>180 400</b>	<b>(1)</b>	<b>(148 900)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>265 700</b>
<b>Dakar</b>													
Effectif actuel	–	–	1	196 000	1	170 000	2	281 200	–	–	–	–	647 200
Effectif proposé	1	221 800	1	196 000	1	170 000	2	281 200	–	–	–	–	869 000
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>221 800</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>221 800</b>
<b>Panama</b>													
Effectif actuel	–	–	1	172 900	1	142 800	2	242 000	–	–	–	–	557 700
Effectif proposé	1	188 100	–	–	1	142 800	2	242 000	–	–	–	–	572 900
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>188 100</b>	<b>(1)</b>	<b>(172 900)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>15 200</b>
<b>Pretoria</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	1	140 600	–	–	–	–	140 600
Effectif proposé	1	221 800	–	–	2	340 000	1	140 600	–	–	–	–	702 400
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>221 800</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>2</b>	<b>340 000</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>561 800</b>
<b>Santiago</b>													
Effectif actuel	–	–	1	172 900	1	142 800	2	242 000	–	–	–	–	557 700

	<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>G(AC)</i>		<i>Total des coûts</i>
	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	
Effectif proposé	1	188 100	–	–	1	142 800	2	242 000	–	–	–	–	572 900
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>188 100</b>	<b>(1)</b>	<b>(172 900)</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	<b>15 200</b>
<b>Suva</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	1	121 800	–	–	–	–	121 800
Effectif proposé	–	–	1	179 400	2	305 000	1	121 800	–	–	–	–	606 200
<b>Écart</b>	–	–	<b>1</b>	<b>179 400</b>	<b>2</b>	<b>305 000</b>	–	–	–	–	–	–	<b>484 400</b>
<b>Yaoundé</b>													
Effectif actuel	–	–	1	196 000	1	170 000	3	421 800	–	–	5	184 900	972 700
Effectif proposé	1	221 800	1	196 000	1	170 000	3	421 800	–	–	5	184 900	1 194 500
<b>Écart</b>	<b>1</b>	<b>221 800</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<b>221 800</b>
Effectif actuel – toutes régions	–	–	7	1 306 800	7	1 111 000	18	2 361 900	–	–	5	184 900	4 964 600
Effectif proposé – toutes régions	10	2 094 800	8	1 521 500	16	2 569 000	19	2 455 000	–	–	5	184 900	8 825 200
<b>Écart</b>	<b>10</b>	<b>2 094 800</b>	<b>1</b>	<b>214 700</b>	<b>9</b>	<b>1 458 000</b>	<b>1</b>	<b>93 100</b>	–	–	–	–	<b>3 860 600</b>

## Annexe V

## Calculs détaillés des coûts associés aux changements proposés concernant les postes financés à l'aide de ressources extrabudgétaires

(Coûts en dollars des États-Unis)

	<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>G(AC)</i>		<i>Total des coûts</i>
	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	
<b>Genève</b>													
Effectif actuel													
Service de l'Afrique	1	267 564	–	–	–	–	6	1 035 849	–	–	3	485 692	1 789 105
Service des Amériques, de l'Europe et de l'Asie centrale	–	–	1	237 467	–	–	5	863 208	1	135 162	3	485 692	1 721 529
Service de l'Asie, du Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord	–	–	–	–	4	820 182	4	6901 566	1	135 162	2	323 795	1 969 705
<b>Total, effectif actuel</b>	<b>1</b>	<b>267 564</b>	<b>1</b>	<b>237 467</b>	<b>4</b>	<b>820 182</b>	<b>15</b>	<b>2 589 623</b>	<b>2</b>	<b>270 324</b>	<b>8</b>	<b>1 295 179</b>	<b>5 480 339</b>
Effectif proposé	–	–	3	712 401	4	820 182	1	172 641	–	–	6	971 384	2 676 609
<b>Écart</b>	<b>(1)</b>	<b>(267 564)</b>	<b>2</b>	<b>474 934</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(14)</b>	<b>(2 416 982)</b>	<b>(2)</b>	<b>(270 324)</b>	<b>(2)</b>	<b>(323 795)</b>	<b>(2 803 730)</b>
<b>Addis-Abeba</b>													
Effectif actuel	–	–	1	197 729	2	341 467	1	143 752	–	–	–	–	682 948
Effectif proposé	–	–	–	–	2	341 467	3	431 255	–	–	–	–	772 722
<b>Écart</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(1)</b>	<b>(197 729)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>2</b>	<b>287 503</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>89 774</b>
<b>Bangkok</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	1	171 285	2	288 433	–	–	–	–	459 718
Effectif proposé	–	–	1	198 369	1	171 285	2	288 433	1	112 908	–	–	770 995
<b>Écart</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>198 369</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>112 908</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>311 277</b>
<b>Beyrouth</b>													
Effectif actuel	–	–	1	213 603	3	553 319	3	465 877	–	–	–	–	1 232 799

	<i>D-1</i>		<i>P-5</i>		<i>P-4</i>		<i>P-3</i>		<i>P-2</i>		<i>G(AC)</i>		<i>Total des coûts</i>
	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	<i>Postes</i>	<i>Coûts</i>	
Effectif proposé	–	–	1	213 603	1	184 440	3	465 877	–	–	–	–	863 920
<b>Écart</b>	–	–	–	–	<b>(2)</b>	<b>(368 879)</b>	–	–	–	–	–	–	<b>(368 879)</b>
<b>Bichkek</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé	–	–	–	–	–	–	1	132 366	–	–	–	–	132 366
<b>Écart</b>	–	–	–	–	–	–	<b>1</b>	<b>132 366</b>	–	–	–	–	<b>132 366</b>
<b>Bridgetown</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé	–	–	–	–	1	168 024	1	141 471	1	110 758	–	–	420 253
<b>Écart</b>	–	–	–	–	<b>1</b>	<b>168 024</b>	<b>1</b>	<b>141 471</b>	<b>1</b>	<b>110 758</b>	–	–	<b>420 253</b>
<b>Bruxelles</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	1	149 793	–	–	–	–	149 793
Effectif proposé	–	–	–	–	–	–	2	299 586	1	117 274	–	–	416 860
<b>Écart</b>	–	–	–	–	–	–	<b>1</b>	<b>149 793</b>	<b>1</b>	<b>117 274</b>	–	–	<b>267 067</b>
<b>Dakar</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé	–	–	–	–	1	173 677	2	292 460	–	–	–	–	466 137
<b>Écart</b>	–	–	–	–	<b>1</b>	<b>173 677</b>	<b>2</b>	<b>292 460</b>	–	–	–	–	<b>466 137</b>
<b>Panama</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	1	170 549	–	–	–	–	–	–	170 549
Effectif proposé	–	–	1	197 516	1	170 549	1	143 597	–	–	–	–	511 662
<b>Écart</b>	–	–	<b>1</b>	<b>197 516</b>	–	–	<b>1</b>	<b>143 597</b>	–	–	–	–	<b>341 113</b>
<b>Pretoria</b>													
Effectif actuel	–	–	–	–	1	159 879	1	134 612	1	105 389	–	–	399 880
Effectif proposé	–	–	1	185 158	–	–	1	134 612	–	–	–	–	319 771
<b>Écart</b>	–	–	<b>1</b>	<b>185 158</b>	<b>(1)</b>	<b>(159 879)</b>	–	–	<b>(1)</b>	<b>(105 389)</b>	–	–	<b>(80 109)</b>

	D-1		P-5		P-4		P-3		P-2		G(AC)		Total des coûts
	Postes	Coûts	Postes	Coûts	Postes	Coûts	Postes	Coûts	Postes	Coûts	Postes	Coûts	
<b>Santiago</b>													
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	1	139 182	-	-	-	-	139 182
Effectif proposé	-	-	1	191 444	1	165 306	1	139 182	-	-	-	-	495 932
<b>Écart</b>	-	-	<b>1</b>	<b>191 444</b>	<b>1</b>	<b>165 306</b>	-	-	-	-	-	-	<b>356 750</b>
<b>Suva</b>													
Effectif actuel	-	-	1	196 131	1	169 353	-	-	-	-	-	-	365 485
Effectif proposé	-	-	-	-	1	169 353	2	285 180	-	-	-	-	454 533
<b>Écart</b>	-	-	<b>(1)</b>	<b>(196 131)</b>	-	-	<b>2</b>	<b>285 180</b>	-	-	-	-	<b>(89 048)</b>
<b>Yaoundé</b>													
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé	-	-	-	-	1	168 342	-	-	-	-	-	-	168 342
<b>Écart</b>	-	-	-	-	<b>1</b>	<b>168 342</b>	-	-	-	-	-	-	<b>168 342</b>
Effectif actuel – toutes régions	-	-	3	607 464	9	1 565 852	9	1 321 649	1	105 389	-	-	3 600 354
Effectif proposé – toutes régions	-	-	5	986 090	10	1 734 286	19	2 772 411	3	355 339	-	-	5 848 126
<b>Écart</b>	-	-	<b>2</b>	<b>378 626</b>	<b>1</b>	<b>168 434</b>	<b>10</b>	<b>1 450 762</b>	<b>2</b>	<b>249 950</b>	-	-	<b>2 247 772</b>

Note : Coûts afférents aux postes extrabudgétaires, y compris l'appui aux programmes.